



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC L'ASSOCIATION DES TABLES ROANNAISES

Entre

Roannais Agglomération, représenté par son président M. Yves NICOLIN, habilité par délibération du bureau communautaire du 15 septembre 2022, et désigné sous le terme « la Communauté d'Agglomération », d'une part

ET

L'association « les Tables roannaises », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée en Sous-préfecture de Roanne, le 12 mai 2009 dont le siège social est situé « Chambre de Commerce et d'Industrie », 4 rue Marengo 42300 ROANNE, représentée par son président M. Frédéric Stalport, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,

Il est convenu comme suit :

PRÉAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association « les Tables Roannaises » conforme à son objet statutaire, à savoir :

- Faire connaître et promouvoir le métier de restaurateur et plus précisément les restaurateurs adhérents ;
- Proposer, organiser ou participer à des opérations collectives impliquant les professionnels de la restauration ;

Considérant le champ de la compétence facultative « Action culturelle » de Roannais Agglomération relative à l'accompagnement des projets événementiels culturels associatifs, des programmations annuelles d'animations dont l'action porte sur le volet prestation artistique ou communication et opération de promotion.

Considérant que l'action citée ci-après, présentée par l'Association participe de cette politique d'attractivité et de promotion du territoire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à contribuer à la promotion de la gastronomie locale et de fait au rayonnement territorial du Roannais.

En tant que partenaire privilégié du festival Roanne Table Ouverte, l'Association prend une part active à l'organisation de l'événement et notamment à la « Soirée dégustation aux Halles Diderot », en collaboration avec les services de la Ville de Roanne ainsi qu'à la « Soirée de clôture » du vendredi 28 octobre qui aura lieu au Scarabée de Riorges avec comme thème la Provence, les années 60 et l'Asie.

Ces deux soirées représentent une véritable vitrine du savoir-faire de la gastronomie roannaise.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Communauté d'Agglomération apporte son soutien aux activités d'intérêt général que l'Association entend poursuivre conformément à ses statuts.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'action de l'Association mentionnée ci-dessus et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, la Communauté d'agglomération s'engage à verser à l'Association une subvention annuelle de fonctionnement.

Pour les activités se déroulant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année 2022, le montant de la subvention de fonctionnement que le financeur s'engage à verser à l'association s'élève à 29 500 €.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention s'effectuera, chaque année en deux temps :

- 50% à la notification de l'attribution de la subvention
- 50% une fois les actions de l'Association subventionnées terminées.

Cette participation financière pourra être revue en cas d'actions non réalisées ou partiellement réalisées ou en cas de résultat ou d'excédent significatifs. Un remboursement des sommes perçues par l'Association pourra alors être demandé.

La contribution financière est créditée au compte de de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

5-1 Action de promotion de la gastronomie locale

Au travers de ses actions menées, l'Association s'engage à promouvoir à travers ses membres la culture gastronomique roannaise. Elle est garante de prestations de qualité à travers sa participation active au festival Roanne Table Ouverte aux côtés de la Ville de Roanne.

5-2 Gestion budgétaire

L'Association est responsable de son budget et de tout déficit éventuel de gestion ou d'encaissement auquel elle devra faire face. Elle veillera au respect de l'équilibre entre recettes et dépenses, la subvention votée par le conseil communautaire de Roannais Agglomération ne pouvant faire l'objet d'un complément.

5-3 Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et communautaire :

- Copie certifiée du budget et des comptes de l'exercice écoulé
- Documents faisant connaître les résultats de son activité
- Compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

5-4 Communication

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de Roannais Agglomération dans tous les documents produits relatifs aux actions mentionnées dans cette convention.

ARTICLE 6 – ÉVALUATION & CONTRÔLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La Communauté d'Agglomération procède conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle elles ont apportées leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. A cette fin, l'Association fournit les documents nécessaires. De même, la Communauté d'Agglomération contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

Ces contrôles et évaluations s'effectuent à l'occasion de la réunion annuelle au cours de laquelle l'Association remet son compte de résultat.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté d'Agglomération dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 7 – AVENANT

La présente convention ne peut modifiée que par voie d’avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l’ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée sous la forme d’une lettre recommandée avec accusée de réception précisant l’objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu’elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l’envoi de cette demande, l’autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d’une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l’évaluation prévue à l’article 6.

ARTICLE 9 – SANCTIONS

En cas d’inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d’exécution de la convention par l’association sans l’accord écrit de la Communauté d’Agglomération, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l’association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Communauté d’Agglomération en informe l’association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l’une des parties de l’une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l’autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu’elle pourrait faire valoir, à l’expiration d’un délai de deux mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas d’accord entre les parties, une résiliation amiable pourra être mise en œuvre à l’expiration d’un délai de deux mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RECOURS

Tout litige résultant de l’interprétation et de l’exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Association les Tables Roannaises

M. Frédéric STALPORT

Président

Roannais Agglomération

M. Yves NICOLIN

Président